

L'Assemblée de l'ONU pour l'environnement va créer un panel science-politique sur la gestion durable des produits chimiques

2 mars 2022

Par : WMC avec TAP

Le Comité plénier de la cinquième session de l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement (UNEA-5), qui se déroule à Nairobi au Kenya, du 28 février au 2 mars 2022, a approuvé, le 1er mars, la mise en place d'un Panel science-politique sur la gestion durable des produits chimiques et des déchets et la prévention de la pollution.

Ce panel science-politique sera chargé de soutenir l'action en matière de gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets et de s'attaquer aux aspects environnementaux de la gestion des minerais et des métaux.

Les délégués ont souligné que l'absence d'un panel sur les produits chimiques, les déchets et la pollution empêche toute réponse coordonnée à la triple crise planétaire (changements climatiques, biodiversité et pollution), les évaluations scientifiques étant la pierre angulaire d'une prise de décisions éclairée.

Tout comme l'instrument juridiquement contraignant sur la pollution plastique, ce panel était l'une des résolutions les plus attendues de l'UNEA-5.

Il s'agit, en particulier, du projet de résolution visant à établir un comité de négociation intergouvernemental (CNI) chargé de préparer un accord mondial juridiquement contraignant sur la pollution plastique, a été soumis à la cinquième session de l'UNEA-5.

La Stratégie de moyen terme du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) (2022-2025) est focalisée sur la lutte contre les changements climatiques, la dégradation de la nature et la pollution. La confluence de tous ces défis met en péril la réalisation des ODD et mine la relance post-COVID-19.

Organisée par le Programme des Nations Unies pour l'environnement, l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (UNEA-5), a été lancée, lundi 28 février 2022, à Nairobi au Kenya avec la participation de plus de 3 400 participants en personne et 1500 en ligne de 175 Etats membres de l'ONU, 79 ministres et 17 hauts fonctionnaires.